

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 16/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX EST Ludres 2

Rue Haspelschiedt

BP 40065

57233 BITCHE

Références : IP/SAF/0765_2023

Code AIOT : 0006205716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement ONYX EST Ludres 2 implanté 54710 LUDRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST Ludres 2
- 54710 LUDRES
- Code AIOT : 0006205716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installations de traitement et de valorisation de déchets non dangereux (DND) permettant de produire des Combustibles Solides de Récupération (CSR) après pré-broyage, criblage, séparation balistique et infrarouge des différents matériaux et broyage final dont l'autorisation d'exploiter est régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/527 du 13 décembre 2006 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification du respect des prescriptions relatives aux meilleures techniques disponibles (IED)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en œuvre de procédures dans le cadre du SME	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, I.4	/	Sans objet
2	Définition d'une politique environnementale	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, I.2	/	Sans objet
3	Contrôle des performances et mesures correctives	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, I.5	/	Sans objet
4	Procédures de gestion des flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, II	/	Sans objet
5	Information sur les flux d'effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, III.2	/	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.4, IX	/	Sans objet
7	Eau – Valeurs limites d'émission et surveillance	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, X	/	Sans objet
8	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, IX	/	Sans objet
9	Prévention des bruits et des vibrations	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1, IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'inspection des installations classées au cours de la visite de contrôle portant sur la vérification du respect des prescriptions relatives aux meilleures techniques disponibles (MTD) n'appellent pas d'observation nécessitant de la part de l'exploitant des réponses correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en œuvre de procédures dans le cadre du SME

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, I.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT – Système de management environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : (...) 4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants : (...) b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence (...) g) Programmes de maintenance h) Préparation et réaction aux situations d'urgence
Constats : La société ONYX EST est certifiée ISO 14001. L'exploitant dispose des procédures mises en place pour chaque processus identifié. L'inspection n'a pas de remarque à formuler quant aux procédures relatives au recrutement/formation (notamment / enjeu "incendie" – formation annuelle dispensée par un prestataire externe avec manipulation des extincteurs + accueil des nouveaux embauchés et intérimaires / risques liés à leurs activités), programme de maintenance et suivi ainsi que sur la gestion des situations d'urgence (des tests sont réalisés périodiquement / situation d'urgence identifiée).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Définition d'une politique environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT – Système de management environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : (...) 2. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation.
Constats : Un engagement de la Direction au niveau national (2021-2023) et une déclinaison au niveau de l'échelle régionale pour la même période est formalisée. Le principe d'amélioration continue fait partie des engagements nationaux. L'inspection n'a pas de remarque à formuler.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des performances et mesures correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, I.5
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT – Système de management environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : (...) 5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation). b) Mesures correctives et préventives c) Tenue de registres d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour.
Constats : L'activité exercée par la société ONYX EST ne nécessite pas de consommation d'eau pour le process. Il en découle que les effluents aqueux sont d'origine notamment pluviale. Néanmoins, l'exploitant relève mensuellement ses consommations d'eau (pour un usage sanitaire) afin de pouvoir identifier rapidement la présence de fuites. L'exploitant suit sa consommation d'énergie électrique (possibilité de suivre en temps réel – outil : EVELER). Un seuil de consommation adapté à son activité a été défini et un mail est généré dès que ce dernier est dépassé afin de pouvoir mettre en place des actions le cas échéant. La consommation électrique sera en baisse dès mise en place de la nouvelle chaîne de production des CSR prévue pour août 2023. Enfin, l'exploitant informe que les refus de tri sont en baisse. Des audits externes sont réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Procédures de gestion des flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, II
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT – Flux de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental : a) Caractérisation et acceptation préalable des déchets b) Procédure d'acceptation des déchets c) Système de suivi et d'inventaire des déchets d) Système de gestion de la qualité des flux sortants.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure d'information préalable avant admission des déchets non dangereux permettant de produire des CSR laquelle consiste notamment à caractériser le déchet (validité: 1 an). Une procédure d'admission est en place avec un système de

suivi des déchets traités. S'agissant de la qualité des CSR sortants, les critères sont ceux listés dans le cahier des charges des clients utilisant les CSR produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Information sur les flux d'effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2, III.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT – Inventaire des flux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : (...)</p> <p>2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :</p> <p>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; c) Les données relatives à la biodégradabilité.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux indiquant les caractéristiques des déchets traités. S'agissant des rejets aqueux, aucun effluent n'est généré par le process (pas d'eau résiduaire). Seules les eaux pluviales (de toiture et de voiries) sont collectées. Les eaux de voiries passent par un débourbeur / deshuileur et sont recueillies dans un bassin de rétention tout comme les eaux pluviales de toiture. Ces eaux font l'objet d'un contrôle avant rejet dans le réseau public.</p> <p>S'agissant des rejets atmosphériques, l'exploitant réalise un suivi du paramètre "poussières". En outre, compte tenu des caractéristiques des déchets (déchets d'ameublement utilisés pour produire des CSR), l'exploitant informe que le paramètre "RFB" (retardateurs de flamme bromés) pourrait être suivi car il s'agit d'une substance jugée pertinente. A ce titre, l'exploitant projette de réaliser deux mesures à 6 mois d'intervalle à partir de septembre 2023. En fonction du résultat des analyses susmentionnées, le suivi de ce paramètre deviendra pérenne ou non. L'exploitant veillera à mettre à jour, le cas échéant, l'inventaire en fonction du résultat des mesures de RFB.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.4, IX
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT – Valeurs limites d'émission et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement physicochimique de déchets . Effluents gazeux : (...) paramètre : poussières – Valeur limite : 5 mg/Nm³ - Fréquence de surveillance : semestrielle.</p>
Constats :

L'exploitant a fait réaliser en dernier lieu les mesures des poussières le 21 mars 2023 dont le résultat est conforme (valeur mesurée: (0,57 mg/Nm3). La prochaine mesure est prévue en septembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Eau – Valeurs limites d'émission et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, X
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES (Matières en suspension) : 60 mg/l / fréquence mensuelle - DCO (Demande Chimique en Oxygène) : 180 mg/l / fréquence mensuelle - CO (Carbone Organique Total) : 60 mg/l / fréquence mensuelle <p>Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PFOA (acide perfluorooctanoïque) : fréquence semestrielle - PFOS (Acide perfluorooctanesulfonique) : fréquence semestrielle <p>(En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet).</p>
Constats : Le process ne rejette pas d'effluent aqueux (pas d'eau résiduaire).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, IX
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux MTD du BREF WT
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ; - déterminant des indicateurs de performance annuelle ; - prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. <p>L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un plan d'efficacité énergétique lequel prévoit notamment :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - de suivre mensuellement la consommation électrique spécifique, c'est à dire la consommation ramenée à la quantité de déchets traités (pour produire des CSR). - de déterminer des indicateurs de performance annuelle. - d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique. <p>Dans ce cadre, l'exploitant indique que son process va être modifié pour répondre au cahier des charges de son futur client. La future installation permettra une baisse de la consommation électrique d'environ 34 %;</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des bruits et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1, IV
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion du bruit et des vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : (.....)</p> <p>L'exploitant d'une installation pouvant impacter ou ayant impacté des zones sensibles établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion du bruit et des vibrations comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances ; - un protocole de mise en œuvre de la surveillance des émissions sonores et des vibrations ; - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux épisodes de bruit et de vibrations signalés (par exemple, dans le cadre de plaintes) ; - un programme de réduction des émissions sonores et des vibrations visant à en déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention ou de réduction."
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas défini de plan de gestion du bruit et des vibrations dans la mesure où l'installation n'est pas située dans une zone sensible.</p> <p>L'inspection note qu'une zone sensible telle que définie à l'annexe 1.1 de l'arrêté susvisé est une zone nécessitant une protection spéciale, telles que les zones résidentielles et les zones où se déroulent des activités humaines (par exemple, les lieux de travail, écoles, garderies, zones de loisirs, établissements hospitaliers ou maisons de repos ou de retraite situés à proximité). Dans ce cadre, l'inspection constate que la société ONYX EST n'est pas située dans une zone dite sensible. L'inspection n'a pas de remarque supplémentaire à formuler.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet